

Thème: « Sud : vers une nouvelle crise de la dette ? »

1. Historique de la dette extérieure :

L'évolution historique de l'endettement extérieur de la plupart des pays en développement en général et africains en particulier, tire ses origines des processus socio-économiques, politiques et financiers de la traite des noirs et de la colonisation.

1.1 Les périodes esclavagiste et coloniale :

Les conséquences de l'esclavage ne doivent pas être sous-estimées . Les européens ont fait leur fortune grâce au commerce triangulaire qui consistait à vendre des esclaves aux Amériques en échange de sucre, tabac et de coton. Jules FERRY, ancien président du Conseil français déclare ainsi en 1885 : « les colonies sont, pour les pays riches, un placement de capitaux des plus avantageux. La politique coloniale est fille de la politique industrielle. » Il faut remarquer qu'après plus de 55 ans d'indépendance, cette situation de domination perdue, autrement dit les structures socio-économiques, politiques et surtout financières des pays africains en général et celles du Mali en particulier, restent pathologiquement celles des anciennes puissances colonisatrices.

1.2 Les années 1960-1980

Après les indépendances, les pays libérés du joug colonial et de la phase d'occupation, se retrouvent avec très peu d'infrastructures susceptibles de concourir à la réalisation de leurs idéaux de reconstruction nationale. En exemple, le Mali ne disposait que le chemin de fer Dakar-Niger, l'Office du Niger, la Compagnie Française du Développement Textiles (CFDT), Un équipement sanitaire rudimentaire avec un hôpital militaire et un taux de scolarisation de 6%. C'est ainsi que la plupart de ces « pays neufs » ont eu recours à la dette extérieure pour réaliser leurs objectifs de reconstruction nationale. Le gouvernement du Mali a élaboré entre 1961 et 1965, un premier plan quinquennal de 78 milliards de francs maliens (60% de financement extérieur), il a engagé des réformes dans le secteur rural, a créé des sociétés et entreprises d'Etat et s'est doté d'une monnaie nationale.

Ces politiques d'endettement adoptées par les anciennes colonies, ont été encouragées par le contexte international tant sur le plan politique qu'économique. Dans la situation de Guerre Froide, les pays occidentaux du bloc de l'Ouest et la Banque Mondiale utilisent les emprunts pour contrer l'expansion du socialisme sur le continent africain : par ex au mali, modibo keita. Ils leur proposent des capitaux pour ramener dans le giron des grandes puissances et stopper toute velléité d'indépendance. Selon Joseph E. STIGLITZ « Dans de nombreux cas, les prêts étaient destinés à corrompre des gouvernements pendant la guerre froide.

Cet afflux de capitaux se trouve renforcé par le choc pétrolier de 1973 et 1979 en Europe et aux Etats-Unis. Les pays occidentaux cherchent des débouchés pour leurs productions industrielles. Les prêts accordés à l'Afrique leur permettent d'écouler leurs productions notamment par la pratique de « l'aide liée », c'est-à-dire des prêts sous forme de crédits à l'exportation. Par exemple , un pays prête 1 million de franc cfa au Mali à taux réduit sous condition qu'il achète pour un million de marchandise à ce même pays. « Cela revient en bout de course à subventionner indirectement les grandes entreprises du Nord et à faire payer les intérêts par les peuples africains » C'est ainsi que les stocks des dettes des pays du sud n'ont cessé de croître atteignant souvent des niveaux de surendettement. De 1960 à 1970, le stock de la dette des pays du Tiers-Monde a passé de 8 milliards à 70 milliards de dollars.

2. les Programmes/Politiques d'ajustement structurel (1981-1996) :

Les déséquilibres macroéconomiques entraînés par la crise de la dette ont atteint des niveaux à telle enseigne que la plupart des pays étaient en situation de banqueroute. Cependant les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux vont secourir des régimes dictatoriaux surendettés pour la réalisation de leurs profits par l'application des programmes et politiques d'ajustement structurel dont l'objectif principal était d'assurer le remboursement de la dette qui était devenu prioritaire par rapport aux besoins sociaux comme la santé, l'éducation, l'alimentation, l'emploi, la sécurité et la prévoyance. Les conditionnalités liées à ces programmes d'ajustement structurel ont eu des conséquences négatives sur le secteur des entreprises publiques :

- augmentation des prix et les tarifs par le gouvernement, fermeture et privatisation d'un certain nombre d'entreprises publiques (exemple au Mali sur les 90 entreprises publiques créées en 1985, il ne restait plus que 36 en 1998, 26 ayant été liquidées et 28 privatisées);
- augmentation des prix essentiels de 10 à 30%, ceux des produits pétroliers de 125% ;
- augmentation des taxes indirectes ;
- arrêt du paiement des bourses aux élèves, le gel des revenus et des embauches dans la fonction publique, diminution des dépenses publiques ;
- paiement de la dette et des arriérés en faisant « l'assainissement » des dépenses.

Au niveau de la réforme des finances publiques ce sont : suppression des barrières douanières, instauration de mesures fiscales avantageuses pour les entreprises multinationales, désengagement progressif des services sociaux de base comme l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable, dévaluation du franc cfa, etc.

Les programmes d'ajustement structurels n'ont pas pu rétablir les équilibres budgétaires et commerciaux, mais ont eu comme incidence les revendications sociales.

3. l'état actuel de la dette au Sud:

Si en 1982, la dette était présentée comme un danger pour le seul Tiers Monde, avec la crise financière internationale de 2007-2008, les Etats Unis et plusieurs pays de l'espace Schengen et leurs banques centrales ont officialisé leur statut de « PPTE » avec plans d'austérité. Les proportions de dette privée plus volumineuses : 58% de la dette de la Grèce sont privées contre 79% pour les USA.

Face à cette nouvelle crise, entre 2005- 2008, les PED présentaient une situation de dette extérieure publique et privée de respectivement : 1380 et 1253 milliards dollars (2005) et 1433 et 2209 milliards dollars (2008). Ce qui montre, malgré les initiatives PPTE, CSLP ; CSCRP de lutte contre la pauvreté, que la dette et son service sont en croissance.

Un responsable du groupe bancaire sud-africain Standard Bank a fait savoir jeudi 31 juillet 2014, que le continent africain devrait établir cette année, un nouveau record d'emprunts obligataires internationaux, surpassant le volume de 16,6 milliards \$ en 2013.

Selon le président de la Commission de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), Pierre Moussa, les Etats de la zone communautaire étaient tenus d'avoir un encours de la dette publique inférieur ou égale à 70% du Produit intérieur brut (PIB) nominal. Dès lors, soutient la Fondation Ferdi, « il autorise des rythmes de ré-endettement excessif ». Aussi, la Fondation propose, en plus de ramener le plafond du stock de la dette nominale de 70% du PIB à 60%, de combiner le critère de plafond à celui « d'accroissement ».

Pour les pays d'Afrique, le stock de la dette des pays de l'Afrique subsaharienne entre 1970 et 2012 était de 435 Mds \$ dont 314 Mds \$ remboursés. La dette des pays du Sud a été remboursée 110 fois depuis 1970.

En 2012, le rapatriement des bénéfices de la région la plus appauvrie de la planète a représenté 5 % de son PIB contre 1 % pour l'aide publique au développement. Dans ce contexte, il convient de se demander : qui aide qui ?

En ce qui concerne l'Afrique subsaharienne, les flux sortants vers l'étranger à travers le service de la dette et le rapatriement des bénéfices des transnationales sont quasiment équivalents aux flux entrants au sein de la région au titre de l'aide publique au développement et de l'envoi de ressources par les migrants, avec même un solde négatif d'un milliard de dollars.

Rappelons que le bilan faiblement négatif pour l'Afrique subsaharienne ou celui faiblement positif pour l'ensemble de l'Afrique et du Moyen-Orient sont incomplets : si on prenait en compte l'ensemble des flux entre ce continent et les pays développés, le bilan serait largement négatif. En effet, s'il l'on prenait en compte le pillage des ressources naturelles de l'Afrique par les grandes sociétés privées, la

fuite des cerveaux africains, les biens mal acquis amassés par le 1 % le plus riche et placés dans les pays développés, les manipulations des prix de transfert par les sociétés transnationales privées etc., on verrait clairement que l'Afrique est saignée à blanc.

Les pays de la région continuent à dépendre fortement de l'exportation de matières premières. Ce qui les rend particulièrement vulnérables aux fluctuations des prix de ces produits. Par exemple, le Nigeria a été frappé de plein fouet par une forte chute des prix du pétrole sur le marché international. Le premier pays producteur de pétrole en Afrique, qui tire 70% de ses revenus et environ 90% de ses apports en devises des exportations de brut, a été contraint à revoir son budget à la baisse. La monnaie nationale, le naira, a aussi chuté de façon considérable face au dollar.

Les États de l'Afrique subsaharienne ont réussi à vendre sur les marchés financiers internationaux des titres de dette publique pour 7 milliards de dollars en 2014. C'est un record. Ces titres sont liés à des contrats qui contiennent une clause d'accélération des paiements c'est à dire, si un pays entre en difficulté économique, les détenteurs des titres peuvent exiger un remboursement anticipé. De plus, tous les contrats prévoient qu'en cas de litige, ce n'est pas la justice du pays endetté qui est compétente mais celle de pays comme les États-Unis ou le Royaume Uni.

4. l'état des luttes et des résistances passées et en cours :

A la suite de la crise de la dette et en prélude de l'année jubilaire 2000, la campagne Jubilé 2000 a été lancée en 1995 par les églises catholiques et protestantes en vue de l'annulation de

la dette des pays pauvres en décembre. La campagne africaine de l'annulation de la dette a été lancée à Accra au Ghana en 1998 ainsi que la campagne malienne la même année sous l'appellation CNM/ Jubilé 2000 (Coalition Nationale Mali/ Jubilé 2000). La CNM/ Jubilé 2000 a participé à l'organisation de la conférence internationale Dakar 2000 sur la dette et les privatisations qui a clôturé la campagne internationale Jubilé 2000.

En effet, en Afrique, la dimension politique d'appui aux luttes sociales se caractérise par:

La création d'espaces démocratiques (semaine d'éducation populaire, Forum des Peuples le Forum des Peuples qui est partie intégrante du Forum Social Africain et du Forum Social Mondial et contrepoint Sommet du G8; les semaines d'éducation populaire, les semaines d'action mondiale contre la dette et les IFI, les Espaces thé politique pour les citoyens et citoyennes qui veulent exprimer leurs opinions et d'agir pour la prise en compte de leurs aspiration légitimes dont le droit à la santé, l'éducation, à la vie et du vivre ensemble... ;

A celles-ci, s'ajoutent des campagnes d'audits citoyens de la dette amorcées par certaines organisations membres du réseau notamment la CAD-Mali et Raid Attac CADTM Tunisie.

En conclusion, on doit retenir que « La dette un problème politique, il s'agit en fait d'un outil de domination pour garder un certain contrôle sur les richesses naturelles des pays du tiers monde. Annuler la dette ne met pas les créanciers en danger. Maintenir le remboursement de la dette du tiers monde, c'est maintenir 3/4 des habitants de la planète dans la misère et maintenir un levier géopolitique envers les gouvernements du Sud.»